

# ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

G/TBT/Notif.98.516

30 octobre 1998

(98-4234)

## Comité des obstacles techniques au commerce

### NOTIFICATION

La notification suivante est communiquée conformément à l'article 10.6.

1.	Membre de l'Accord adressant la notification: <u>BELGIQUE</u> Le cas échéant, pouvoirs publics locaux concernés (articles 3.2 et 7.2): Belgique
2.	Organisme responsable: Ministère des affaires économiques Administration de la qualité et de la sécurité Division sécurité Service sécurité des produits North Gate III Boulevard Emile Jacqmain 154 B-1000 Bruxelles  Téléphone: +32 2 206 49 08 Téléfax: +32 2 206 57 52  L'organisme ou l'autorité désigné pour s'occuper des observations concernant la notification doit être indiqué s'il est différent de l'organisme susmentionné:
3.	Notification au titre de l'article 2.9.2 [X], 2.10.1 [ ], 5.6.2 [ ], 5.7.1 [ ], autres:
4.	Produits visés (le cas échéant, position du SH ou de la NCCD, sinon position du tarif douanier national. Les numéros de l'ICS peuvent aussi être indiqués, le cas échéant): Les produits qui ne sont pas des jouets au sens de l'article premier de la Directive 88/378/CEE relative à la sécurité des jouets mais qui, de par leurs caractéristiques extérieures, peuvent être confondus avec des jouets et être attirants pour les enfants ou qui sont vendus dans les magasins de jouets ou dans les rayons jouets des autres magasins.
5.	Intitulé, nombre de pages et langue(s) du texte notifié: Arrêté royal relatif à la sécurité des pseudo-jouets
6.	Teneur: Les pseudo-jouets doivent satisfaire aux exigences essentielles de sécurité telles que définies à l'annexe II de la Directive 88/378/CEE relative à la sécurité des jouets. La fabrication, l'importation, l'exportation, l'offre, la vente, la distribution - même à titre gratuit - et la location de pseudo-jouets qui peuvent présenter un danger lorsqu'ils sont utilisés comme jouets par des enfants sont interdites.
7.	Objectif et justification, y compris la nature des problèmes urgents, le cas échéant: La commercialisation de pseudo-jouets ne présentant pas des garanties de sécurité suffisantes pour des enfants et qui sont susceptibles d'occasionner des accidents graves tels que, notamment, des intoxications, des brûlures ou des étouffements. Les notifications

communiquées via le système "Consom Alert", relatives à:	
<ul style="list-style-type: none"><li>- des briquets (référence: 8028/97, 8008/98, 8009/98, 8010/98, 8011/98),</li><li>- des bonbons en verre (référence: 8046/96, 8014/97, 8016/97),</li><li>- des porte-clés (référence: 8030/97).</li></ul>	
8.	Documents pertinents: -
9.	<div>Date projetée pour l'adoption: Date projetée pour l'entrée en vigueur:</div> <div>} 60 jours</div>
10.	Date limite pour la présentation des observations:
11.	Entité auprès de laquelle le texte peut être obtenu: point national d'information [X] ou adresse, courrier électronique et numéro de télécopie d'un autre organisme: CIBELNOR